

20483 - Moyeuvre-Petite.

Cantons de Moyeuvre-Grande en 1790, de Vitry en l'an III puis de Thionville en 1802. Rattachée à Moyeuvre-Grande de 1811 à 1833. A pour annexe laferme de Corbas. Annexe de la paroisse de Moyeuvre-Grande.

An VI [22/09/1797 - 22/09/1798] - 1870

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé du 11 avril 2022.

20483/1

Administration générale.

1811 - 1870

Autorités municipales.

Approbation de l'abonnement au Moniteur de la Moselle (1852). Lettre du maire demandant l'envoi d'un livre intitulé "Notions d'hygiène privée à l'usage du département de la Moselle" (1853). Rejet d'une plainte du sieur Dubois contre le maire Schellor (1858, 1859). Approbation de l'avis du sous-préfet proposant de réduire à 5 F les frais de voyages du maire (1860). Décès du conseiller Antoine Sabatier et démissions de Jean Dubois et Antoine Morel, remplacés par Nicolas Jacquet, Louis Chevin et Antoine Sabouret (1867).

Affaires générales.

Acte de la procuration donnée par Marguerite Mousquet, veuve de Joseph Martin, au cordonnier Nicolas Martin (1848).

Comptabilité.

Arrêté approuvant la plainte de Laurent-Antoine Brifflot contre les comptes occultes du maire Schlessler et instruction au sous-préfet ordonnant la délivrance de l'affouage (1811). Rôles des redevances sur les portions de biens communaux (1864-1870).

Personnel.

Instituteurs : mandat de paiement de 12 F à François Koch pour sa rétribution mensuelle (1843) ; lettre du maire justifiant le retrait du lot gratuit du sieur Kocq (1847) ; refus de verser une subvention de 153,13 F pour aider la commune à compléter le traitement (1859).

Desservants : annulation de la location du jardin dont la jouissance appartient au curé Lefebvre de Moyeuvre-Grande et projet de pourvoi de la commune devant le Conseil d'Etat (avec acte d'acquisition de la chapelle en 1840, 1847, 1848) ; autorisation de versement de 250 F à la fabrique pour payer les frais de binaison du vicaire de Moyeuvre-Grande (1841).

20483/2 - 20483/3 Biens communaux.

An VI [22/09/1797 - 22/09/1798] - 1869

20483/2

Propriété, abornements, cens, aliénations, lots d'affouage, exploitation, troupeau, réseaux d'eaux.

1807 - 1869

Propriété.

Instruction au sous-préfet encourageant le reboisement d'un terrain en pente refusé par le conseil (1853, 1859).

Abornements.

Autorisations de délimiter les terrains communaux contigus à ceux de Joseph Laurent, propriétaire de la ferme de Corbas (1823). Rejet de la réclamation des habitants contre l'abornement établi en 1830 entre les terrains communaux et ceux de la ferme de Corbas, appartenant au directeur des forges Habay de Hayange (1831). Autorisation de délimiter les terrains communaux (1838).

Rentes foncières.

Rejet de la demande de Joseph Mousquet, propriétaire d'une partie des terres de la cense de Froidcul, pour être autorisé à racheter le capital d'un cens de 35 F (1828).

Aliénations.

Arrêté ordonnant la concession de terrains loués à Antoine Robert et aux veuves de Jean Mathis et Charles Martin (1807). Instruction au sous-préfet sur les demandes de concessions des terrains défrichés et plantés avant l'an XII puis mis en location par la commune en 1807 (1821).

Lots de portions communales et d'affouage.

Arrêté fixant les conditions de partage d'un paquis entre les habitants pour une durée de 18 ans (1855). Observations sur le règlement voté au sujet des affouagistes qui renoncent aux lots insuffisants (1861).

Réclamations : rejet des demandes de mises en jouissances de Jean et Nicolas Martin (1837) ; maintien en jouissance de Marguerite Barbarot, veuve Corny (1850) ; mise en jouissance de l'ouvrier aux forges Nicolas Jacquet (1850) ; refus d'inscrire le cabaretier Etienne Sabatier sur la liste des affouagistes (1850) ; lettre du maire demandant à être informé de la décision du conseil de préfecture sur les réclamations adressées par des habitants (1850) ; action judiciaire contre l'ouvrier aux forges Dominique Charron qui réclame sa réintégration en jouissance après l'avoir abandonnée (1861) ; mise en jouissance de l'ouvrier aux forges Nicolas Hall après sa réclamation (1867).

Exploitation.

Avis favorable à la vente des produits d'affouage excédentaires (1849). Approbation du procès-verbal de location de la chasse sur les terrains et dans les bois (1860). Procès-verbaux d'adjudications des herbes des chemins (1864-1869).

Carrières : arrêté autorisant les habitants à continuer l'exploitation de la carrière enclavée dans les bois pour servir à leurs constructions (1807) ; autorisations d'ouvrir des carrières dans la forêt (1826, 1827), dans le canton Lavange pour fournir les pierres nécessaires à la réédification de la chapelle (1840) et dans le canton du Pont-de-la-Marche pour servir à l'entretien des chemins (1844) ; autorisations de louer la carrière du canton des Torches pour construire des chemins (1865) et de renouveler le bail (1869).

Troupeau commun.

Demande de paiement des adjudicataires de la fourniture des bêtes mâles Joseph Martin dit Christophe et Jean Laurent dit Caro (1841, 1843).

Vaine pâture : avis favorable au règlement voté (1850, 1851) ; observations sur le règlement proposé (1852, 1853) ; approbation du règlement sur le mode de pâturage des prairies naturelles (1861) ; certificat de publication du règlement (1864).

Réseaux d'eaux.

Construction d'un lavoir couvert par l'entrepreneur Victor Ladurelle (1844, 1845).

20483/3

Forêts.

An VI [22/09/1797 - 22/09/1798] - 1869

Forêt domaniale.

Autorisation donnée au propriétaire Nicolas Dubois de couper des épines longeant ses prés et d'ouvrir un fossé délimitatif (1849). Rejet d'une plainte contre le garde Joseph Rapebach après un procès-verbal dressé contre lui par la gendarmerie d'Uckange (1860).

Gardes forestiers.

Autorisations données au garde Margot de cultiver des places à charbon dans les coupes du quart en réserve (1862, 1863). Délivrance de chablis à François Wagner à titre de gratification (1866).

Abornements.

Autorisation donnée à la commune de se défendre en justice contre un propriétaire se plaignant de l'exploitation d'une de ses coupes par des habitants (an IX). Transactions avec Charles Habay de Hayange, propriétaire de la ferme de Corbas, et délimitations partielles des terrains communaux contigus à sa propriété (avec 2 croquis, an VI-1849).

Aménagement.

Instruction au sous-préfet (1824). Approbation du projet (1829, 1830). Soumission de l'arpenteur forestier Dominique Delatte d'Uckange (1833-1836). Demande de sursis aux travaux et autorisation de vendre trois hectares au canton Héchy pour financer les travaux (1834, 1835). Approbation de la soumission de l'arpenteur forestier Delatte et autorisation de délimitation générale (1840, 1841). Approbation de la délimitation générale (1843, 1844). Autorisation d'abornement (1845). Transmission de la minute du procès-verbal de délimitation au conservateur des forêts (1847). Règlement des frais (1852, 1853).

Entretien.

Autorisation de pratiquer des opérations périodiques (1850). Rejets des demandes d'ajournements des coupes de nettoyage (1859).

Droits d'usage dans le bois Huchy.

Autorisation de vendre des arbres pour liquider la somme de 199 F due à Anne-Marie Descorail, veuve de Ferdinand de Grammont, après un procès sur les droits d'usage dans les bois de la Petite-Huchée (an XII). Refus d'autoriser la commune à plaider contre les sieurs Dubois, Schlessier, Noirel et consorts pour obtenir la restitution du pré dit Madame et la reconnaissance de ses droits d'usage dans la forêt dite de Huchy (avec acte de vente de l'an XIII, 1848-1850).

Coupe affouagère.

Autorisation de vendre la futaie surnuméraire pour financer la construction d'une école (1831). Délibération demandant la délivrance d'une coupe par anticipation (1837) et autorisation de vendre 34 chênes surnuméraires mis hors de partage pour financer les réparations de la chapelle (1838). Autorisations de vendre 150 fagots mis hors de partage (1849), six pieds de chênes et les ételles (1853). Autorisation de plaider en justice contre l'entrepreneur Louis Laurent de Moyeuve-Grande au sujet de la garantie et

de l'indemnité qu'il réclame (1853). Renoncations aux poursuites contre l'entrepreneur Joseph Martin pour retard dans l'abattage de 50 arbres, puis pour déficit d'un hêtre (1857, 1858). Fixation de la transaction à payer par Louis Robert pour déficit d'un hêtre dans la coupe de 1859 (1861). Adjudications et paiements au bûcheron François Lepape (1864-1866) et aux entrepreneurs Jean Mautué (1867, 1868) et Louis Lepape (1868, 1869). Extrait du procès-verbal de vente des chênes de la coupe (1864-1866, 1869). Délibérations portant votes de crédits pour payer les frais d'exploitation (1866). Prolongation du délai de façonnage accordée au bûcheron Nicolas Guillaume de Ranguevaux (1867). Procès-verbaux de ventes des ételles et des pièces de bois (1868).

Délivrances de bois.

Refus de délivrer du bois de construction à la commune et à Jean-Claude Munier (1809). Autorisations de délivrer un hêtre et 15 baliveaux pour le chauffage de la mairie (1837) et de distraire un chêne de la coupe pour l'employer à la réparation des fontaines et abreuvoirs (1850). Délivrance du bois d'élagage du chemin qui conduit à la ferme de Corbas pour le chauffage de la salle commune (1850). Autorisations de délivrer un hêtre indivis avec l'Etat (1852) et des chablis pour le chauffage de l'école (1861-1865).

20483/4

Bâtiments communaux.

1829 - 1869

Entretien général.

Approbations des devis des entrepreneurs Schmisser de Moyeuve-Grande pour réparer la maison du pâtre (1862) et Gaspard de Montois-la-Montagne pour restaurer les toitures de l'église et de la chambre à four (1866).

Ecoles.

Echange de terrains avec Nicolas-Joseph Dubois et construction d'une école par le sieur Delacour de Richemont (concerne aussi des réparations à la maison du pâtre et à l'école, 1829-1831). Autorisations de construire des latrines (1847) et de distraire un chêne de la coupe pour construire des lieux d'aisance (1853). Vente de l'ancienne école, achat d'une maison aux héritiers Laurent et travaux d'appropriation exécutés par François Schmisser de Moyeuve-Grande et le menuisier Fournieret (avec plan, 1857-1862). Autorisation d'aliéner une partie de la mitoyenneté d'un des pignons à l'ouvrier aux forges François Martin pour lui permettre d'exhausser sa maison (1867-1869).

Chapelle.

Refus d'autoriser le paiement de 24 F pour l'achat de tuiles creuses pour la toiture (concerne aussi le paiement de 10 F au batteur de caisse, 1833, 1834). Autorisation de rembourser les sommes avancées par le charpentier Jean Schlessier en 1832 et d'achever les réparations (1834, 1835). Achat au curé Lefebvre de Moyeuve-Grande d'une chapelle sous le titre de vicariat, d'un jardin et d'une maison, travaux de reconstruction exécutés par Victor Ladurelle de Moyeuve-Grande et financement par des aliénations de terrains et des fonds placés au Trésor (1837-1842). Procès-verbal d'adjudication des déblais à faire autour de l'église à Louis Lepape (1841). Confection des autels et des bancs par le marchand d'ornements Gallez de Metz et fourniture de deux cloches par Dosse-Watier de Metz (avec croquis, 1843).

Cimetière.

Construction d'un mur de soutènement exécutée par Victor Ladurelle (1841-1843). Suppression du cimetière et autorisation de translation dans un nouvel emplacement (avec croquis et 2 plans, 1859, 1860). Approbation du devis de restauration des murs dressé par François Schmisser (1862).

20483/4/1

Projet de construction d'une salle d'école.

Élévation sur rue, coupe AB et plans dressés par l'architecte Laydecker.

1859

20483/4/2

Projet de translation du cimetière.

Plan du village extrait du plan cadastral, dressé par l'instituteur Drouin.

1860